

Entrevue de Pierre Vallières

Dominique Garand

Number 32, Spring 1987

La censure

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/15233ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Triptyque

ISSN

0225-1582 (print)

1920-9363 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Garand, D. (1987). Entrevue de Pierre Vallières. *Moebius*, (32), 5–21.

DOMINIQUE GARAND

Entrevue de Pierre Vallières

Dominique Garand: Tu as connu plusieurs fois la censure, et de diverses manières; pourrais-tu décrire comment ça c'est passé?

Pierre Vallières: J'ai commencé à vivre des expériences de censure assez jeune, d'abord à dix-sept ans, après l'écriture de mon premier roman, *Noces obscures*. Sur le conseil d'un ami, je l'avais soumis au Cercle du livre de France, à Pierre Tisseyre plus précisément, et il m'avait demandé de couper des passages, encore plus, de changer la fin pour rendre le livre un peu moins pessimiste, parce qu'il trouvait que c'était un livre trop noir pour être publié. Il voulait quand même le publier, mais à condition qu'il ait une fin morale. Finalement, j'ai repris mon manuscrit et je l'ai laissé dormir. J'ai ensuite écrit deux autres romans que je n'ai pas réussi à publier, eux non plus.

D.G.: Tu veux parler des *Démons* et des *Porteurs d'eau*, dont il est un peu question dans *Nègres blancs d'Amérique*?

P.V.: C'est ça. Ils n'ont pas trouvé preneur. Il n'y avait à cette époque pas d'autre débouché possible que le Cercle du livre de France, à moins de tomber dans l'édition catholique, c'est-à-dire Fides, Beauchemin ou Bellarmin... C'était impensable de m'essayer auprès de ces trois maisons-là. Deux ou trois années plus tard, Marie-Claire Blais a publié ses premiers romans à compte d'auteur, à l'Institut littéraire de Québec (*Tête blanche* et *la Belle bête*) et puis elle a dû pratiquement penser à s'exiler au plus tôt, parce que ç'a été très mal reçu, à cause encore de son pessimisme. A l'époque déjà, Anne Hébert avait quitté le Québec, pour des raisons similaires.

Censure très grande donc, qui ne concernait pas uniquement les idées politiques, mais vraiment tout ce qui en littérature portait sur un questionnement non orthodoxe de la condition humaine, tout ce qui remettait en question l'enseignement

traditionnel de l'Église qui disait que Dieu nous avait tous créés égaux, que Jésus nous avait sauvés, qu'on allait au Ciel si l'on faisait telle chose, etc. On n'avait pas le droit de se poser la question: pourquoi suis-je au monde? où vais-je? La révolte était un péché mortel, je dirais même que l'interrogation l'était aussi. Par exemple, il y a un philosophe québécois, Jacques Lavigne, qui à l'époque avait publié un livre à Paris, chez Aubier. C'était un des premiers livres de philosophie écrit par un Québécois et ça s'intitulait *l'Inquiétude humaine*. Eh bien, il a perdu son emploi au Collège Brébeuf, parce qu'il n'était pas thomiste...

Il n'y avait pas grand place pour la pensée critique avant la Révolution tranquille. Toutefois, il ne faudrait pas croire que la censure a cessé de fonctionner après la Révolution tranquille! La Révolution tranquille a libéré beaucoup de choses, a permis la diffusion de beaucoup plus d'idées, de créations littéraires, la censure au cinéma et au théâtre a été abolie, mais en ce qui me concerne, j'ai subi encore la censure, en 1964, à *Cité libre*.

Au début des années 60, Trudeau et Pelletier m'ont approché pour prendre la direction de *Cité libre*. Eux s'apprétaient à faire le saut en politique, mais je ne savais pas qu'ils s'en allaient du côté des libéraux; je les voyais plutôt du côté du NPD à cette époque-là. Et puis, le débat nationaliste commençait à se développer beaucoup, la question nationale prenait le dessus.

Dès 62, Trudeau avait écrit un manifeste assez virulent contre les indépendantistes. Moi, quand j'ai pris la direction de *Cité libre*, en 63-64, j'étais plutôt sympathique aux indépendantistes, plus qu'aux fédéralistes. Alors, j'ai ouvert les pages de la revue aux indépendantistes de gauche (on était tous socialistes) et aussi aux socialistes radicaux, qui se définissaient pas mal à gauche du NPD.

Trudeau et Pelletier, toujours membres du conseil d'administration de *Cité libre*, m'ont laissé faire pendant quelques mois, mais un moment donné, ça allait trop loin à leur goût. J'ai publié un article, en mars 64 je pense, qui s'appelait «Les plôrines au pouvoir», qui était une dénonciation en règle des ténors de la révolution tranquille à Québec, et aussi des libéraux d'Ottawa, sous Lester B. Pearson. C'était au moment où Pelletier, Trudeau et Marchand préparaient leur entrée en politique à Ottawa, justement dans l'équipe de Pearson. Alors, Trudeau a organisé une réunion du conseil d'administration pour voter mon expulsion et celle de l'équipe que j'avais formée, ce qui devait entraîner à brève échéance la disparition de la revue.

On a donc préféré supprimer une revue que de permettre la

diffusion d'idées qui ne plaisaient pas aux fondateurs de *Cité libre*.

Un peu plus tard, dans *Révolution québécoise*, que j'avais fondée pour succéder à *Cité libre*, j'ai dénoncé Jean Marchand cette fois-ci, qui était encore président de la CSN et qui laissait pourrir des conflits ouvriers, parce qu'il passait beaucoup plus de temps à préparer son entrée en politique fédérale qu'à jouer son rôle de leader au sein de la centrale syndicale. Je l'ai dénoncé avec pas mal de virulence et une bonne information aussi, qui m'était parvenue de l'intérieur de la Centrale. L'article a paru juste avant le Congrès annuel de la CSN à Québec.

A ce moment-là, *La Presse*, où je travaillais, était en grève également; j'étais secrétaire de son syndicat et on sollicitait une aide financière de la CSN pour supporter une grève qui durait déjà depuis plusieurs mois. En plein congrès de la CSN, plusieurs délégués ont fait pression pour qu'on n'obtienne aucune aide de la CSN, à cause du texte que j'avais publié dans *Révolution québécoise*. Parmi les censeurs, il y avait des conseillers syndicaux qui faisaient cabale. Finalement, le Congrès a autorisé l'aide financière aux journalistes, mais a interdit la diffusion de *Révolution québécoise* pendant le Congrès.

Bon exemple de censure, initiée cette fois-là par une centrale syndicale!

Autre expérience: *Nègres blancs d'Amérique*, écrit en 66 et publié en 68. Pour ce livre, j'ai été accusé de sédition, ce qui représente une censure cette fois carrément politique, venue d'en haut, de l'Etat comme tel.

D.G.: Quels ont été les effets de cette accusation? La prison?

P.V.: J'étais déjà emprisonné quand l'accusation a été portée, sauf qu'on a mis contre moi une accusation de plus, la sédition. Mais il n'y a jamais eu de procès finalement, l'accusation a été retirée trois ou quatre ans plus tard, parce que je m'étais engagé en cas de procès à faire témoigner toutes les personnes dont je parlais dans *Nègres blancs d'Amérique*, aux frais de l'administration de la justice, puisque je me défendais moi-même. Ça aurait coûté quelques millions de dollars ce procès. Ils ont retiré la cause après les événements d'octobre.

Quand j'ai été accusé, la Justice a aussi poursuivi mon éditeur (Gérald Godin, de Parti pris), ainsi que le distributeur; la police a intimidé les libraires, la Bibliothèque nationale s'est fait saisir son exemplaire... Le livre a donc disparu du marché pendant un certain temps, mais il a continué à se lire sous le manteau...

D.G.: Tout de même, le manuscrit a réussi à sortir de la prison...

P.V.: De la prison new-yorquaise, oui. Il a été caché dans un coffre-fort à l'Université de Montréal par un professeur qui, pendant quelques années, a oublié où il l'avait caché. Il l'a enfin retrouvé et le livre a pu être imprimé. Quand l'accusation a été portée, le livre était paru depuis un an.

Autre exemple: deux ans après Octobre 70, j'ai été engagé au *Devoir* par Claude Ryan. Il y avait trois postes d'ouverts, mais Ryan m'a offert un poste au pupitre (correction, mise en page, assignation, etc.). C'est un poste très accaparant, qui ne te laisse pas le temps d'écrire. De mon point de vue, ç'a été une façon d'exercer sur moi de la censure, d'empêcher qu'un indépendantiste comme moi, affilié en plus au FLQ, ait une tribune dans un quotidien comme *Le Devoir*.

J'ai fait ce travail pendant près de trois ans, avant de me joindre au *Jour*, en 75, à la demande d'Yves Michaud. Le Parti Québécois disait qu'on pouvait faire du *Jour* le journal qu'on voulait, le journal dont tous les journalistes avaient rêvé depuis la Révolution tranquille: un journal assez libre et audacieux. C'a été le cas pendant un bout de temps, je n'ai jamais revu ailleurs l'atmosphère (très créative et fraternelle) qui régnait dans la salle de rédaction.

Mais, à l'approche des élections de 1976, les tactiques utilisées par le Parti Québécois pour désigner ses candidats (parachutage, «tordage» de bras...) ont été dénoncées par la majeure partie des associations de comté du Parti. Il y avait un débat assez vif au sein du Parti Québécois sur la façon de désigner des candidats pour les élections. Tous les quotidiens en parlaient, y compris *le Jour* évidemment. Les journalistes du *Jour* se sont montrés plus favorables aux associations de comtés qu'à l'exécutif. Or, les patrons du PQ et les patrons du *Jour* étaient les mêmes. C'a donc été perçu à la direction comme une tentative d'insubordination, de mutinerie, ce qui n'était pas le cas. Pour nous, journalistes, il était impensable de taire l'opinion des associations de comtés, démocratiquement élues, pour ne faire passer que ce qui était défini par la direction. On ne voulait pas devenir un journal de la direction du PQ. Les journalistes ont donc décidé à ce moment-là de se former en syndicat. Jusque-là, nous étions regroupés au sein de la Société des rédacteurs du *Jour*, mais là on a décidé de s'associer à la CSN, comme tous les syndicats de journalistes du Québec. La direction a paniqué et a fermé boutique. Les dirigeants du PQ ont décidé de se débarrasser d'un journal qui aurait pu devenir un élément critique et contestataire pendant les élections. Pourtant, une fois au pouvoir, le PQ aurait eu besoin de ce journal pour le supporter contre l'ensemble des média, mais ses dirigeants ont choisi de mettre à la porte des journalistes qui, finalement, ne faisaient que leur travail.

Voilà les grands cas de censure que j'ai vécus sur une vingtaine d'années. Le phénomène se poursuit. Il y a plusieurs façons de censurer les personnes qui ont un esprit critique, qui sont contestataires, exigeantes: ne pas les publier, les marginaliser... c'est la censure la plus courante au Québec. Vu qu'il y a très peu de journaux, c'est très facile d'exclure toute forme de contestation.

Les éditeurs de livres non plus ne sont pas riches, ils sont subventionnés, alors ils publient peu de choses contestataires pour ne pas nuire à leurs revenus (subventions). Ensuite, depuis la défaite référendaire, le livre politique n'est pas rentable, une grande majorité des Québécois ne veut plus rien savoir de la politique. Les auteurs politiques sont donc mis en queue de ligne, alors qu'avant 1980, on les flattait, on leur ouvrait grandes les portes. Il y a en ce moment un culte du livre qui se vend rapidement, ce qui amène à marginaliser les autres. La poésie, par exemple, seuls les éditeurs qui travaillent à perte osent en publier; c'est encore une minorité qui en bénéficie.

D.G.: Ca, c'est une censure du marché. Personne en particulier ne peut être dit pleinement responsable de ça.

P.V.: Le système censure inévitablement les pauvres, les «poqués», les non conformistes. On parle de «majorité silencieuse», ceux qui n'ont pas droit au chapitre. Même parmi l'élite, on censure la majorité de ce qui n'est pas conformiste: on va traiter de «virulent», de «violent», de nombreuses autres étiquettes péjoratives, toute forme de radicalisme, on va dire que c'était bon en 68 mais plus aujourd'hui... On donne des raisons qu'on ne donnait pas hier, mais finalement, le résultat est le même.

Refus global serait aussi mal reçu par les élites aujourd'hui qu'autrefois; on dirait que c'est une bande d'échevelés, on trouverait des arguments pour refuser d'éditer ce manifeste. Il y a toujours de bonnes raisons. L'éditeur va affirmer qu'il n'a pas l'argent nécessaire pour publier plus de livres. Parfois, c'est vrai, mais il peut utiliser ces raisons de gestion économique pour justifier une censure idéologique.

D.G.: Ce qui a cours aujourd'hui, c'est la banalisation des paroles contestataires, faire comme si elles n'avaient aucune importance, ou encore la politique du silence...

P.V.: Je vis ça avec *les Héritiers de Papineau*: un journal de tradition nationaliste comme *Le Devoir* n'en a presque rien dit. C'est à croire que le sujet ne les interpelle pas! Il me semble qu'un livre qui questionne la vie politique des vingt dernières années devrait faire réagir un peu, susciter un minimum d'inté-

rêt. Il en suscite, je le sais, en dehors des médias, mais...

D.G.: Mais je me demande si c'est vraiment un phénomène de censure ou si ça ne relève pas plutôt d'une sorte de «fatigue culturelle»; on n'en parle pas peut-être parce qu'on ne voit plus l'urgence de ce type de discours?

P.V.: Il y a de ça, je suis d'accord avec toi. En préparant mon dernier livre, j'ai justement relu les articles de Hubert Aquin sur la «fatigue culturelle du Canada français»: ils sont toujours aussi pertinents aujourd'hui, ils sont d'une grande lucidité par rapport à notre époque.

D.G.: La tendance en ce moment est plus au plaisir, on est fatigué du questionnement torturé, de la culpabilité. On revendique le droit à la jouissance...

P.V.: C'est la «culture de l'instant». Je suis d'accord qu'on ne doit pas négliger l'instant, mais il faut voir que l'instant s'inscrit dans une trajectoire. Il faut aller quelque part, on ne vit pas l'instant dans le vide.

D.G.: Il y a un problème à l'heure actuelle qui crée une situation un peu paradoxale: la société «permissive» exerce aussi une forme de censure du fait que, tout étant permis (à ce qu'on dit), on n'entend plus rien, tout est noyé, se perd dans le bruit et l'indifférence.

P.V.: Oui, la censure par le bruit, dont la discothèque est l'archétype: chacun est isolé dans le bruit, danse pour lui tout seul, les rapports interpersonnels se limitent au regard, et encore! Pour pousser le contact plus loin, il faut sortir de la discothèque. Le système engendre sa propre censure par la multiplicité des bruits, par la multiplicité des informations... Ce qui est offert à chaque individu est tellement abondant dans la société actuelle que souvent l'individu ne sait pas quoi choisir. On consomme, sans rien approfondir dans une dimension de fidélité.

D.G.: Dans ta préface à *Noces obscures*, tu signales au passage: si mon livre avait été accepté, si j'avais publié ensuite deux autres romans, je serais peut-être devenu un écrivain professionnel, un peu comme Marie-Claire Blais.

Ca m'a amené à réfléchir sur l'itinéraire d'un écrivain comme Marie-Claire Blais qui, comme tu l'as mentionné tantôt, a suscité un gros impact avec ses premiers livres. Sa parole déplaisait, on refusait d'admettre comme légitime un pareil univers, mais on l'entendait! On l'entendait puisqu'on y réagissait, négativement certes, mais tout de même..., il y avait un écho. Par la suite, Marie-Claire Blais est devenue un écrivain

consacré, elle a été admise par l'institution littéraire. Et voilà ce que je remarque aujourd'hui: elle publie encore des romans qui traduisent cet univers angoissé, troublant de ses premiers livres, sauf que maintenant cela ne produit plus d'effets. Qui parle des derniers romans de Blais? Dans les écoles, en tout cas, on n'enseigne qu'*Une saison dans la vie d'Emmanuel*. Donc, plus elle est reconnue, plus elle est ignorée; son cas est réglé et les livres s'accumulent sans rien changer.

Voilà pour Marie-Claire Blais, mais c'est le lot de plusieurs écrivains et c'est la raison pour laquelle Romain Gary a eu un jour recours au pseudonyme d'Emile Ajar: il voulait provoquer des réactions nouvelles, inédites.

P.V.: La culture de masse, qui cherche toujours les nouveaux effets, censure énormément. Ça oblige les écrivains à se renouveler continuellement. Mais c'est François Mauriac qui avouait un jour avec désillusion: «On n'est l'écrivain que d'une seule génération»!

D.G.: Il y a tellement de produits qu'on n'a plus le temps de les ausculter: sitôt parus, les livres sont classés, étiquetés. La plupart des écrivains s'y prêtent d'ailleurs volontiers, reste les irréductibles, ceux qui mêlent les genres, ceux qu'on ne peut résumer dans une formule publicitaire, mais eux ils sont aussitôt exclus de la consommation de masse: la satisfaction qu'ils offrent n'est pas assez immédiate, et d'ailleurs loin d'être garantie! Il y a là-dessous un problème institutionnel...

P.V.: Oui, évidemment, parce que le livre est devenu un objet de consommation: on vend le nom d'un auteur, on ne vend pas le livre, on vend la couverture avant de vendre ce qui est dit dedans. Par contre, il y a des auteurs qui, grâce à la démocratisation du livre, sont lus aujourd'hui par beaucoup plus de monde qu'autrefois. Par exemple, Rimbaud. Sans l'invention du livre de poche, Camus non plus n'aurait pas connu la diffusion que l'on sait.

C'est curieux, qu'est-ce qui fait qu'un auteur va chercher plus de lecteurs qu'un autre? Question de sensibilité, qui se transmet mieux d'une subjectivité à une autre? Camus attire beaucoup les jeunes lecteurs, alors que Céline, qui exprime aussi la révolte, suscite peu d'enthousiasme. Céline, c'est la révolte à l'état pur, *Voyage au bout de la nuit* a provoqué tout un choc lors de sa parution, mais il est maintenant lu par beaucoup moins de monde que ne l'est *l'Etranger* ou *la Chute*. C'est peut-être une sensibilité qui rejoint moins de personnes. Car c'est la même maison qui les diffuse tous les deux: Gallimard. Céline a eu autant d'échos que Camus, il a été l'objet d'autant de polémiques, c'est un bonhomme jugé aussi important par

les dictionnaires et manuels de littérature, il est peut-être même plus valorisé, décrit comme plus génial... Question de sensibilité... A dix-huit ans, je lisais Céline, tandis que maintenant, j'ai de la difficulté à le traverser tellement je trouve ça dur. La sensibilité est plus moyenne chez Camus, plus extrême chez Céline, donc il rejoint moins de lecteurs.

D.G.: J'ajouterais à cela que Camus est enseigné dans les écoles, donc proposé comme modèle, ce qui n'est pas le cas de Céline. Il faut voir aussi comment on «lit». L'acte de lecture suppose un élément de censure: on interprète, on retient ce qui fait notre affaire, on découpe, on met l'accent sur telle caractéristique, de façon à oublier telle autre, plus inquiétante. L'École a donc «ses» auteurs et elle a «sa» façon de traverser les textes. On se rend compte de cela depuis une bonne quinzaine d'années, mais ça continue d'opérer...

Autre élément selon moi: Camus reste un *moraliste*, un homme de la conscience, de la culpabilité. Cela rassure les lecteurs.

P.V.: La censure est une réalité quotidienne, chaque personne est le censeur de quelqu'un d'autre. Combien de fois on se bouche les oreilles devant quelqu'un qui nous dérange, qui ne pense pas comme nous. Qui est prêt à écouter les psychiatrisés dans notre société? Ils sont une dizaine de milliers dans la société québécoise qui ont beaucoup de choses à dire. Souvent, ce sont des personnes créatrices, qui font de la poésie, qui se questionnent d'une façon existentielle, ontologique, sur le sens de la vie, et qui interrogent les gens sur ces questions. La plupart des gens en ont peur à cause de cela, ils ont peur des personnes qui portent ce questionnement, pas juste au niveau cérébral, mais dans leur corps. On les exclut, on exclut les itinérants, les handicapés, les vieux, les sourds-muets, etc. On prive de parole une bonne partie de l'humanité.

Il n'y a donc pas que la censure politique ou morale, il y a des censures plus subtiles, liées à nos peurs et à nos blocages émotifs.

D.G.: Un passage de *Noces obscures* m'a interpellé: celui où le personnage s'interroge sur son statut social. Il vient d'une classe populaire et il a développé en même temps une conscience d'intellectuel: il se pose des questions, il lit des livres, il philosophe sur la vie, ce qui fait de lui un «individu problématique» dans son milieu: il se rend compte qu'autour de lui, dans sa famille, parmi ses amis, on s'intéresse peu aux questions qu'il se pose.

P.V.: C'est ce qu'il pense, ce n'est pas nécessairement vrai.

D.G.: Il a cette impression de ne pas avoir sa place nulle part (parce qu'il n'a pas les *moyens* de se poser de pareilles questions). Un moment donné, il est amené à mépriser sa façon d'être et à valoriser «ceux qui vivent». Il vit une crise: ça me donne quoi, se dit-il, de me tourmenter, il y a «tant de choses à vivre» (ça aussi ce n'est peut-être qu'une impression et c'est justement contre les limites imposées à sa classe qu'il se révolte). Pour moi, cette crise est assez symptomatique, à la fois d'une réflexion adolescente, cette époque où aucun statut précis ne nous est accordé, à la fois de la position de l'intellectuel. L'intellectuel se demande souvent à quoi il sert, s'il est écouté; il a l'impression que les grandes questions qu'il brasse ne portent jamais à conséquence, que le monde s'en fout, qu'il pellette des nuages, etc.

P.V.: Il faut tenir compte que j'ai écrit ce roman à dix-sept ans, l'âge de mon personnage. Dans mon milieu, il était normal d'entrer sur le marché du travail à treize-quatorze ans, pour aider la famille à subvenir à ses besoins sur le plan économique. C'était une forme de solidarité ouvrière, héritière de la solidarité paysanne: tout le monde devait collaborer pour le bien-être de l'ensemble.

Alors moi, après ma septième année, je suis entré à l'Externat classique de Longueuil un peu par accident, il n'y avait pas d'autre école dans les environs. C'est là que j'ai développé un certain goût pour les questions métaphysiques, pour la littérature. C'a été pour moi très déchirant de préférer ce questionnement-là au travail manuel. Par contre, c'était tellement difficile à vivre comme conflit que, parfois, j'abandonnais mes études pour aller travailler. Je n'allais pas travailler pour gagner de l'argent, mais avant tout pour faire baisser la tension que je vivais quotidiennement en continuant mes études. Je me sentais coupable de cela. Continuer mes études, c'était l'équivalent à ce moment-là d'être un intellectuel dans le milieu.

D.G.: Quelqu'un qui n'est pas rentable.

P.V.: Absolument pas rentable, inutile, qui se prend pour un autre, qui va nous juger plus tard, qui déjà ne parle plus comme nous autres, qui n'a pas les mêmes intérêts, etc. On est contestataire par le seul fait de devenir différent.

D.G.: D'ailleurs, tu n'as pas l'impression que tu as été amené à renoncer à ton «entreprise romanesque» par l'effet de cette culpabilité, que ton abandon du rêve d'être un romancier au profit du militantisme politique te donnait plus l'impression d'être utile?

P.V.: C'est possible, je n'ai jamais vraiment analysé cela.

C'est certain que tu as l'impression d'être plus utile en politique qu'en littérature. Mais plusieurs facteurs sont intervenus. Je discutais souvent, dans le temps, avec Gaston Miron de l'inutilité des littéraires au Québec. Gaston n'avait rien publié, il commençait seulement à diriger l'Hexagone. Les littéraires pensaient alors soit à l'exil, soit à la carrière politique. C'est Gaston qui, souvent, me conseillait d'essayer la politique, mais je n'étais pas sûr qu'il y avait quelque chose à faire avec la société québécoise. Mais il y a quelque chose de vrai dans ce que tu dis: l'engagement politique a peut-être été l'espèce de sublimation d'une entreprise beaucoup plus profonde, d'une recherche d'Absolu, sur l'être, sur la signification de la vie, de *ma* vie.

Je pense que l'intellectuel, de toute façon, s'interroge toujours sur l'utilité de ce qu'il fait. La seule façon d'y répondre, c'est de dire que, de toute façon, ce qu'on fait est inutile. Il ne faut pas le faire par utilité, par raison sociale, mais le faire par raison vitale, existentielle. C'est parce qu'il est vital de se poser telle question qu'il est bon de se la poser, c'est parce qu'il est vital de faire de la poésie qu'on fait de la poésie, ce n'est pas pour avoir un statut social. Pas plus qu'un contemplatif, un intellectuel a une raison d'être, surtout s'il est poète. L'intellectuel universitaire patenté, politique, lui il a un statut social déjà, en tant qu'universitaire, mais on voit mal un Rimbaud se réclamer d'un doctorat pour légitimer *Une saison en enfer!* Ce n'est pas l'institution qui permet à ce genre de livre de s'écrire.

D.G.: Ce développement au sujet de l'«universitaire» me gêne un peu. Je suis ton raisonnement, je le partage sur le fond. Toutefois, il faut bien voir que le statut de l'intellectuel universitaire, en sciences humaines du moins, est assez précaire. Plusieurs ploient l'échine, il est vrai, au lieu de prendre la défense de la pensée et l'Université devient de plus en plus démagogique. Mais en tant qu'intellectuel (et universitaire), je vois que tout en critiquant un certain climat ambiant (fait de morosité et d'aplatissement), je dois prendre garde de ne pas jeter un anathème que de notoires politiciens, absolument indifférents à la culture, pourraient prendre trop au sérieux!

L'Université reste quand même l'un des rares lieux où circule la culture et d'où une pensée créatrice peut se former.

Toute notre discussion tourne en fait autour du conflit, interne au système du champ culturel, entre «doctes» et «mondains» (ce sont des termes utilisés par Pierre Bourdieu). Les universitaires sont des doctes, souvent issus d'une classe très moyenne, qui ont parfois dû travailler dur pour acquérir leurs connaissances, pour se tailler une réputation, d'où une pensée conformiste mais rigoureuse, scientifique. Les mondains, issus

de la bourgeoisie instruite, ont baigné depuis l'enfance dans la culture et s'y sentent à l'aise comme des poissons dans l'eau. Ils regardent les doctes besogneux avec mépris et privilégient un rapport intime, personnalisé, au savoir. Bon, disons que dans les deux clans, il y a de la médiocrité et un peu de valeur... Restent les «exceptions» (comme dirait Sollers): Rimbaud n'est ni docte ni mondain, même chose pour Céline, même chose aussi pour certains universitaires pour qui la pensée est un acte de solitude très engageant, rationnel quoique peu raisonnable...

P.V.: L'intellectuel, au sens le plus profond du mot, c'est un être gratuit, il en souffre évidemment, parce que la société n'a pas besoin de lui. Lui, il veut partager ce qu'il vit et ce qu'il pense, il offre là où il n'y a pas de demande. Il pourrait écrire ou ne pas écrire, tout le monde s'en fout. Je sens ça chaque fois que j'écris: il n'y a personne qui veut que j'écrive, que j'écrive ou non, ça ne changera absolument rien. Que je meurre demain matin ou que je vive encore vingt ans...

C'est un peu comme notre propre existence dans le fond, elle n'est pas utile, elle n'est pas nécessaire, pas même au sens métaphysique du terme: c'est précaire, c'est gratuit...

D.G.: En même temps, l'intellectuel a besoin de cette inutilité, c'est le fondement même de sa liberté.

P.V.: Exactement.

D.G.: Mais on voit que ça en démange plusieurs. On cherche une cause à défendre, une bonne raison d'exister...

P.V.: Les intellectuels de type universitaire sont toujours à la recherche d'un statut social. La plupart enseignent déjà, ceux qui n'enseignent pas sont à l'Union des écrivains ou ils ont un statut quelconque. Ils veulent être comparables, sur le plan social, à ceux qui enseignent. Mais plusieurs créateurs ne sont pas là. Réjean Ducharme, par exemple, tu ne le croiseras pas dans un corridor d'université. Moi, je crois beaucoup plus aux intellectuels sans statut qu'aux autres. Je pense aussi que la question «Qu'est-ce qu'un intellectuel aujourd'hui?» est strictement une question d'universitaire en mal de se donner une raison sociale.

D.G.: Si les prises de position sont relatives à la position qu'on occupe (c'est l'une des hypothèses de Bourdieu), l'écrivain et l'intellectuel n'ont qu'une chose intelligente à faire, c'est d'adopter une position impossible et tenir bon. Impossible, c'est-à-dire inclassable. La position impossible est celle où l'on se retrouve sans image sociale, en opposition à toute cette répression du classement, de l'image qui nous fixe et nous défi-

nit. C'est rassurant d'avoir une place, mais il faut voir ce que ça comporte dans la vie d'un individu, ce que ça lui fait dire et faire, mais surtout ce que ça l'empêche de dire et de faire.

Je pense que dans notre système un danger guette particulièrement l'intellectuel: c'est de devenir professeur, c'est-à-dire une machine à reproduire. Être professeur et penser énergiquement au point de vivre la pensée jusqu'au bout, c'est tout un défi. Certains professeurs y arrivent sans doute, les exceptions sont possibles partout. La question n'est pas de savoir si l'on est professeur ou non, mais si depuis sa position on peut encore se permettre de penser, d'être critique, lucide et conséquent: d'être un penseur vivant capable de distorsions, d'écarts, et non une pure fonction sociale qui hante les colloques, les jurys et les revues spécialisées.

Être écrivain n'est pas plus simple, on sait que les traque-nards sont nombreux (le succès en est un pour qui s'y laisse absorber) pour empêcher l'écrivain d'écrire, de résister, de parler la folie d'être en vie.

P.V.: La seule question philosophique qui compte pour l'être humain, c'est celle que je posais à l'ouverture de mon roman: «Pourquoi l'ont-ils mis au monde?» En d'autres mots, est-ce que l'être mérite d'être et si oui, pourquoi et de quelle façon? Cette question fait naître une grande révolte par rapport à ce qui asservit (politiquement, moralement, socialement), à ce qui nivelle et nie. L'écrivain aussi, c'est un être humain comme les autres: il peut être victime de plusieurs mirages, de plusieurs manipulations, il peut être victime de ses propres illusions, il peut sans s'en rendre compte jouer le rôle que le système veut bien lui faire jouer... Pour rester un être libre, un écrivain a besoin de beaucoup de lucidité.

D.G.: Même l'image du «poète maudit» ou contestataire est une image comme une autre, aussi fausse que les autres.

P.V.: Celui qui joue le rôle du poète maudit, il n'est plus maudit, il a son statut. C'est difficile d'y arriver, mais il ne faut pas viser à «être quelqu'un» là-dedans. On peut devenir quelqu'un, parce qu'on est prédisposé, par un concours de circonstances, mais ce n'est pas ce qui compte. On est ce qu'on est: un écrivain bourgeois reste un bourgeois même s'il écrit. Il s'agit de voir s'il écrit en bourgeois, *comme* bourgeois, s'il demeure bourgeois jusqu'au bout de sa plume, ce qui est probable. D'un autre côté, un pauvre qui est écrivain a bien des chances de rester pauvre. C'est Antonine Maillet d'un côté et Plume Latraverse de l'autre. Tu ne verras pas Montréal nommer une rue «Plume-Latraverse», mais à Outremont, tu vas trouver une rue «Antonine-Maillet» et Antonine Maillet habite sur sa rue, elle

est reçue par l'Hôtel-de-ville d'Outremont, par les académies, par la Chambre de Commerce, etc. Elle, née bourgeoise, reste bourgeoise, et c'est comme bourgeoise écrivain qu'elle est valorisée, tandis que Plume, né prolétaire, continue de l'être et va probablement mourir prolétaire...

D.G.: A moins qu'il aspire à...

P.V.: S'il avait aspiré, ce serait déjà fait, parce qu'il a eu son heure de succès. Moi aussi j'aurais pu réussir, arriver: j'ai eu de bonnes jobs, de bons tuyaux, des possibilités d'avancement, j'ai été syndiqué à de bonnes places... Si je ne suis pas entré dans le système, dans le parcours classique, c'est par goût et par choix: ça ne m'intéressait pas, je ne me sens pas à l'aise dans ce monde, j'étouffe. Je me sens inutile, par exemple, dans un journal qui répète toujours les mêmes choses, les mêmes mots, qui accorde de l'importance au moindre hoquet du premier ministre et qui oublie les grandes questions sociales, quotidiennes. J'aime mieux être en dehors de ça complètement et travailler à petite échelle de façon plus efficace et plus heureuse.

Mais c'est un choix: je n'ai pas d'assurances, je n'ai pas de sécurité et, à 65 ans, je ne jouirai pas d'une grosse pension. Je suis heureux.

D.G.: Dans *Nègres blancs d'Amérique*, tu te montres très critique devant l'impact social des écrivains. A un endroit, tu te moques même de ceux qui pratiquent une «écriture de la révolte» (Sartre, Camus, etc., au Québec, Chamberland, Préfontaine...): «La famille bourgeoise, malgré sa monstruosité, permet à ses révoltés de prospérer, de connaître la gloire et la fortune», écris-tu. Les écrivains bourgeois peuvent rentabiliser leur révolte; ils provoquent des petits scandales qui, au fond, parce qu'ils font vendre, servent l'ordre social, entretiennent le cirque social.

P.V.: Aujourd'hui, je nuancerais un peu. Je ne mettrais pas tout le monde dans le même sac, sauf que c'est vrai: je dirais que pour qu'un écrivain qu'on dit révolté ou en colère soit authentique, il faut qu'il mette sa propre vie en jeu. S'il ne fait que mettre des mots en jeu, pour scandaliser la galerie, et si en même temps il protège ses arrières et s'organise une petite carrière là-dedans, c'est un genre d'imposteur. Je pense qu'il y en a eu beaucoup dans l'histoire de la pensée et de la littérature. On reconnaît l'authenticité dans le fait qu'il n'y a pas de contradiction, de coupure, entre la vie, la pensée et l'écriture. Il faut, comme dirait Artaud, que ce soit «le corps lui-même qui écrive...». Corps, au sens le plus large du terme: les mots sont la chair même de l'auteur, ou ça se rapproche de ça, sinon c'est

du théâtre, du mensonge. Remarque, on peut avoir de beaux mensonges aussi... Cocteau: «Je suis un mensonge qui dit toujours la vérité!»...

D.G.: Tantôt, il était question du hiatus entre l'intellectuel et la société dans laquelle il vit. Tu as souligné le fait que ça s'appliquerait surtout à l'intellectuel universitaire qui, de par sa formation, est souvent isolé du restant du monde. J'ai lu justement dans le dernier *Vice Versa* un article de Claude Bertrand et de Michel Morin qui insistait sur ce problème: «Si la fonction sociale des intellectuels, écrivent-ils, est de porter au niveau de la réflexion, l'expérience singulière (si irrégulière fut-elle) d'une société donnée, c'est-à-dire d'un certain rapport au réel entretenu par les membres de cette société, à partir du moment où le réel des intellectuels se trouve coupé du réel vécu et appréhendé par les autres membres de cette société, cette fonction ne peut plus s'exercer normalement, et en conséquence, la singularité de cette expérience n'accède plus à la réflexion.»

P.V.: Ca dépend. Les intellectuels, tels que décrits dans cette citation-là, peuvent quand même exprimer leur *propre* point de vue, mais ça ne sera pas nécessairement celui de la société, ça va être celui de leur classe, de leur groupe social. Est-ce que *le Déclin de l'empire américain* de Denys Arcand exprime LA réalité québécoise dans son ensemble, ou bien la réalité d'une certaine couche sociale, la classe moyenne supérieure entourée de gadgets? Même si le film est goûté et apprécié par des millions de personnes, il peut n'exprimer que la réalité de quelques-uns. Il va toucher différents publics, mais différemment. Je dirais même qu'une personne complètement déconnectée peut arriver à exprimer quelque chose qui rejoindra tout le monde, parce qu'elle est au moins connectée avec elle-même; dans cette folie déconnectée, elle peut trouver quelque chose d'elle qui va rejoindre les autres.

D.G.: Tu réponds d'avance à la question que je voulais te poser: au nom de quoi l'écrivain et l'intellectuel seraient-ils les représentants, soit du peuple ou de tout autre entité?

P.V.: L'écrivain ne représente rien ni personne. Il n'est pas «élu démocratiquement» pour écrire, il n'est pas mandaté. C'est gratuit d'écrire, gratuit au sens que ce n'est pas commandé. C'est un peu comme naître, c'est une pulsion. Je défie n'importe qui de me décrire d'avance le livre qu'il est en train d'écrire, qu'est-ce qui va arriver au bout de tout ça. Il le sait tellement peu qu'il se demande chaque jour pourquoi il continue, si ça ne serait pas mieux de tout arrêter. C'est bien différent que d'écrire une thèse ou de répondre à une commande

sociale: tu fais des fiches, des plans, tu pourrais déjà écrire ta conclusion... Mais écrire, même un essai politique, c'est très angoissant, surtout quand tu écris sur ta propre expérience. C'est gratuit dans ce sens-là, ce qui ne veut pas dire que c'est irresponsable.

Il y a un aspect ludique, un aspect don, comme quand tu donnes la main ou que tu souris: tu ne sais jamais comment ça va être reçu.

Tout cela, en somme, dépend du niveau où les intellectuels mettent leurs priorités. Si leur priorité est de faire carrière, ils vont développer un statut d'intellectuel qui soit rentable. Si leur priorité est l'interrogation sur le sens de la vie, la solidarité avec les paumés de l'existence, être sur la route comme Kerouac, «on the road» jusqu'à la fin de tes jours, ça change tout. Faut savoir où tu te situes, «on the road» ou dans la «république des professeurs». Si tu es «on the road», ton questionnement, aussi poussé soit-il, tu peux le vivre, le véhiculer et le vérifier à la taverne. Si tu es dans la «république des professeurs», tu vas pouvoir dialoguer uniquement avec d'autres professeurs, morts ou vivants. Les interrogations vitales, elles sont portées par la plupart des personnes, mais elles ne sont pas toujours exprimées, et quand elles le sont, ce n'est pas nécessairement avec des mots savants. Mais ça sort, ça surgit, et il y a des catégories de gens qui la portent encore plus que d'autres. C'est ce que fait Plume Latraverse: il transporte son questionnement avec lui tout le temps, il est ce questionnement-là.

Je pense que le créateur véridique est solidaire, par nature, de toute la pâte humaine.

D.G.: Comment tu te situes maintenant par rapport à la littérature? As-tu des projets de ce côté, des idées de roman par exemple?

P.V.: De roman, je ne penserais pas. J'ai des flashes parfois, de scénarios de film... Je pense plutôt continuer d'écrire sur mon propre cheminement, approfondir certaines questions. La question de l'identité, à travers moi, mais en tant que membre d'une certaine collectivité sans Etat, sans personnalité internationale très assurée. Si je me lançais en littérature, je me sentira plus porté vers la poésie que vers le roman. Si jamais ce goût se vérifiait, ça supposerait que j'en fasse un vrai choix de vie; je m'y donnerais entièrement.

Je suis très engagé en ce moment sur le plan social, terre à terre, ce qui prend beaucoup de mes énergies. Je n'aurais pas le temps en ce moment d'écrire un roman, je n'ai pas le style de vie qui convient. Pour la poésie, ça se ferait mieux. En ce moment, je m'oriente vers l'essai de type personnel, axé sur ma propre histoire et mon engagement plutôt que sur des questions

théoriques. Je ne suis pas contre les théories, mais je me sens plus à l'aise à parler de mon vécu parce que je n'ai pas de véritable formation théorique. Je n'ai jamais fréquenté l'université et je n'ai même pas terminé mon cours classique... Je lis certains théoriciens, j'ai lu beaucoup de philosophes et, curieusement, je me sens plus à l'aise avec les gens dont les questions n'ont jamais de réponses, comme Heidegger et Nietzsche, qu'avec d'autres qui sont très anxieux de trouver des réponses. J'ai toujours été frappé par la critique que Heidegger a fait de l'«être-ustensile»; c'est justement cela que je n'ai pas envie d'être, le pion de la société technicienne.

D.G.: Quel regard portes-tu sur ta production passée? Est-ce encore lisible, pertinent, selon toi?

P.V.: Il y a beaucoup de choses qui sont dépassées, des écrits circonstanciels. Par contre, des livres comme *Nègres blancs*, *les Héritiers de Papineau*, *l'Urgence de choisir* vont rester encore un bout de temps, aussi longtemps que la question du Québec ne sera pas résolue. *Un Québec impossible*, *les Scorpions associés* sont des écrits polémiques qui ont été voulus pour être ponctuels et pour disparaître.

D.G.: As-tu l'impression que les écrivains au Québec ont beaucoup appauvri leur production en s'acoquinant trop étroitement à la politique, en servant par exemple le Parti Québécois?

P.V.: Absolument, il y a eu beaucoup d'auto-censure, de 1976 à 1980 en particulier. La plupart des intellectuels n'osaient pas critiquer le Parti Québécois, plusieurs ont cautionné les politiques du PQ, ont travaillé pour le Gouvernement. C'a été un appauvrissement énorme de la pensée au Québec, qui n'était déjà pas forte d'avance.

Je me souviens que la publication d'*Un Québec impossible* a soulevé toute une tempête au sein du Gouvernement Lévesque. Certains ministres souhaitaient presque mon emprisonnement parce que j'avais publié ce livre-là. Il y a eu des débats virulents, dont j'ai eu écho par la suite. Alors, plusieurs intellectuels se laissaient terroriser par le pouvoir des dirigeants, ils avaient peur d'être jugés comme des traîtres. Le Parti Québécois a eu le comportement clérical qui défendait une orthodoxie (qui variait d'ailleurs) et n'autorisait pas ses fidèles à poser des questions. Et les intellectuels ont malheureusement joué le jeu; plusieurs y ont d'ailleurs perdu toute crédibilité. C'est le fait de l'inexpérience, ou le fait d'une génération qui pensait que l'indépendance se ferait très rapidement. Ce n'est pas l'âge d'or des intellectuels que celui qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois. Ce n'est pas pour rien qu'on a connu ce

creux de vague après le référendum: les intellectuels n'avaient plus rien à dire et ils se sont aperçus qu'ils n'avaient pas dit grand chose depuis six ans. Très pénible.

D.G.: A l'heure actuelle, quel est selon toi le principal ennemi des Québécois?

P.V.: C'est l'indifférence politique et la paresse intellectuelle. Il n'y a presque pas d'essayistes au Québec, peu de philosophes, peu de penseurs. Il y a aussi beaucoup d'indifférence face à ce qui se passe dans le monde. C'est très grave parce que, qu'on le veuille ou non, on est entré dans une ère nouvelle, l'humanité a atteint un stade inédit. Les Québécois, qu'ils l'acceptent ou non, sont engagés dans cette mutation planétaire, mais ils ne réfléchissent pas là-dessus, ils se laissent aspirer par la mutation sans porter aucun regard particulier sur le phénomène. Il y a donc le danger de développer un niveau d'aliénation très élevé en refusant de réfléchir sur ce qui se passe. Evidemment, ça pose de graves questions qui font peur, entre autres celle de devoir envisager que l'Etat-nation dont les Québécois ont toujours rêvé soit une alternative définitivement exclue, à court et à long terme. Dans cette situation, les Québécois sont quand même bien placés pour réfléchir à la question de leur identité en cours de redéfinition; ils sont mieux armés que les Touaregs ou les Berbères ou les Basques, qui vivent une situation similaire.

Pour nous, la question est celle-ci: comment va-t-on entrer dans «l'Empire américain», ou plutôt dans l'empire planétaire du XXI^e siècle?

Les Québécois savent aujourd'hui qu'ils ont fait la Révolution tranquille pour devenir des membres à part entière de l'empire occidental, empire qui est en pleine mutation. Comment entrer dans l'Empire, consciemment, en restant fidèle à ce qu'on est? Le problème de l'identité est un problème majeur au Québec. C'est le problème numéro un.